



POUR LA FONCTION PUBLIQUE POUR NOS DROITS, POUR NOS SALAIRES, **AGISSONS !**

Les organisations de la CGT Fonction publique condamnent la poursuite et l'aggravation de la transformation libérale de la société au service du capital, confirmées dans le discours de politique générale du Premier ministre en date du 12 juin.

C'est une transformation profonde de l'État et des missions publiques qui est organisée afin de mettre fin à toutes les formes de solidarité au profit de la concurrence et de la privatisation du bien public.

Dans le même temps, les luttes locales et sectorielles dans la Fonction publique – à l'image de la grève des urgences - attestent du fait que loin d'être résignés au pire, les personnels se battent pour leur avenir, celui de notre Fonction publique et ses missions au service de la population.

Ainsi, les objectifs poursuivis au titre du chantier « action publique 2022 » consistent à déposséder l'État de toute une série de services publics et de missions publiques qui seraient abandonnés et privatisés.

Alors que les services sont d'ores et déjà exsangues, les pouvoirs publics entendent réduire encore les moyens alloués en accentuant l'austérité budgétaire dans les projets de lois de finances et de financement de la Sécurité sociale au titre de l'année 2020.

Boîte à outils du processus de destruction en cours, le projet de loi dit de « transformation de la fonction publique » vise à en finir avec les principes d'égalité, d'indépendance et de responsabilité, constitutifs d'une garantie d'impartialité et de neutralité dans la mise en œuvre du service public.

Après la casse du Code du travail, c'est maintenant la liquidation du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers des agent.e.s publics !

Si ce projet de loi devait être adopté, outre des dizaines de milliers de suppressions d'emplois et un recours accru à la contractualisation, les personnels seraient contraints de subir toujours plus de précarité, des mobilités forcées et des détachements d'office liés à des transferts, disparitions ou privatisations de missions.

La politique gouvernementale, c'est aussi en perspective une accentuation de la dégradation de leurs conditions de vie au et hors travail, aggravée par la suppression des CHSCT, la destruction des prérogatives des CAP, une nouvelle montée en puissance de la rémunération et de la carrière au mérite, la poursuite du gel de la valeur du point d'indice, l'allongement du temps de vie passé au travail et la baisse

.../...

**le projet de loi dit de
« transformation de la
fonction publique » vise à
en finir avec les principes
d'égalité, d'indépendance
et de responsabilité**

drastique du montant des retraites et des pensions.

De fait, toutes ces mesures ne feront qu'aggraver les inégalités entre les femmes et les hommes.

Cette politique est inacceptable ! Les organisations de la CGT Fonction publique réitèrent leur exigence de retrait du projet de loi portant transformation de la fonction publique.

Elles appellent à poursuivre et à élever le rapport de force :

- ''' pour faire de la Fonction publique un outil du progrès social : la reconquête et le développement des services publics est une des conditions de la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux d'aujourd'hui et de demain avec la nécessaire transition écologique ;**
- ''' pour les créations de postes essentiels pour les besoins des usagers**
- ''' pour la titularisation des emplois précaires**
- ''' pour l'indispensable réforme fiscale au service de la justice sociale et du financement pérenne des services publics.**
- ''' pour une revalorisation significative de la valeur du point d'indice, des salaires, des pensions de retraites ;**
- ''' pour une protection sociale de haut niveau pour l'ensemble des agents avec notamment l'abrogation du jour de carence, l'abandon du projet de système universel de retraite à points, le maintien et l'amélioration des régimes spéciaux de retraite.**

C'est dans ce sens que nos organisations proposent aux personnels, actifs et retraité.e.s, fonctionnaires et agent.e.s non titulaires, d'élever le rapport de force et de l'inscrire dans la durée, dans le cadre le plus unitaire possible.

Nos organisations appellent d'ores et déjà les personnels à s'inscrire massivement dans la

journée de mobilisation unitaire du

JEUDI 27 JUIN PROCHAIN

par la grève et dans les rassemblements, pour obtenir le retrait du projet de loi portant transformation de la Fonction publique et une revalorisation immédiate et conséquente des salaires, traitements et pensions de retraite.

**LA CASSE DU SERVICE PUBLIC,
ON N'EN VEUT PAS !**



Montreuil, le 20 juin 2019